

L'accalmie politique bolivienne (1982 - 1989)

Jean Pierre Lavaud

Après une phase militaire particulièrement agitée de 1964 à 1982 (un président tous les 13 mois), la Bolivie est revenue à des formes constitutionnelles de gouvernement. Et en 1985, pour la première fois dans l'histoire du pays, un Président élu démocratiquement a transmis le pouvoir au candidat d'un parti opposé, lui aussi démocratiquement élu ; un scénario qui s'est répété en août 1989 [1].

Pour comprendre cette première véritable mise en pratique de la Constitution, il convient, dans un premier temps d'analyser la période précédente d'instabilité politique. Celle-ci se caractérise d'abord par la rotation rapide des présidents de la République. Ensuite, et surtout, par le non-respect des formes constitutionnelles de transmission du pouvoir ou, plutôt, d'entrée en présidence et de sortie de présidence ; en ce sens les dictatures militaires prolongées, telle celle du général Banzer (1971-1978), représentent une des faces de l'instabilité. Et, par voie de conséquence, le non respect des droits des personnes et des libertés civiles inscrites dans la Constitution. Enfin, l'instabilité politique s'engrène sur une instabilité sociale faite de manifestations bruyantes et répétées (grèves, rassemblements, affrontements armés guérillas etc.), sans qu'il soit facile de démêler laquelle des deux alimente l'autre. Comment expliquer cette crise politique et sociale prolongée. Il me semble qu'on peut la comprendre en mettant en scène de manière schématique les principaux groupes sociaux mobilisés politiquement qui en sont les agents directs, soit qu'ils cherchent à occuper le pouvoir pour eux-mêmes, soit que leur mobilisation récurrente en empêche d'autres de s'y installer durablement, et en montrant pourquoi les postes politiques sont si convoités. Commençons par ce dernier point. En 1956, Merle Kling [2] constatait que l'économie des pays latino-américains était à la fois stable et "fondamentalement coloniale". Dans ces conditions, le gouvernement était "l'unique base du pouvoir économique dont la possession était fluctuante", et la carrière politique était particulièrement attractive ; d'où la forte compétition pour accéder aux responsabilités gouvernementales. De fait l'économie bolivienne d'avant la révolution de 1952 était dominée par l'oligopole minier des "barons" de l'étain ayant leur siège à l'étranger, et une aristocratie terrienne d'hacendados. Et la classe politique aussi bien civile que militaire était particulièrement agitée. On se trouvait donc dans la situation classique décrite par Kling. Mais, après la révolution, les

mines des barons sont nationalisées et les hacendados sont expropriés. L'oligarchie ne bloque donc plus la compétition économique. Cependant, celle-ci se trouve contrainte d'une autre façon. Les grandes branches de l'économie étant nationalisées et les sources de financement étant principalement publiques, se lancer dans des investissements représente un défi, d'autant que les secteurs populaires sont mobilisés : les syndicats se sont regroupés dans la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui "cogouverne" avec le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR). Autrement dit, les voies de la fortune privée demeurent étroites tandis qu'il devient nécessaire d'emprunter les allées du pouvoir politique pour s'enrichir. On se trouve dans une situation bien typée par Tocqueville [3]. Il suffit, en effet, selon lui que "le commerce et l'industrie, gênés dans leur essor, n'offrent que des moyens difficiles et lents de faire fortune" : dans des pays à la fois démocratiques et centralisés pour que se déclenche la frénésie des postes publics.

Quels sont les groupes mobilisés qui se disputent la proie étatique ?

L'armée d'abord. Elle est vaincue et humiliée en 1952 à la suite du coup d'État lancé par le MNR, transformé en révolution par la mobilisation populaire qui assure son succès. Dans une première phase, elle est épurée, son budget est considérablement réduit, elle est confinée dans des tâches civiles de production, éloignée des villes ; le recrutement des officiers - au demeurant peu nombreux - est soumis à des quotas selon l'origine sociale, et leur avancement dépend de l'adhésion au parti. Cependant, on n'assiste à aucune tentative d'endoctrinement partisan, et certaines des mesures précédentes ne sont pas strictement appliquées. Dès 1957, le budget de l'armée recommence d'augmenter, puis l'aide américaine arrive, surtout à partir de 1959, jusqu'à représenter plus de la moitié du budget militaire national en 1964. De plus, l'armée est à nouveau employée pour des tâches répressives et mêlée de près aux luttes de factions internes au MNR. Si bien qu'en 1964 elle a retrouvé sa superbe et peut envisager de prendre sa revanche contre un MNR totalement gangrené par des dissensions internes, et, dès lors, privé de véritables soutiens populaires.

De 1964 à 1982, la plupart des coups d'État ne sont plus dirigés contre des gouvernements civils ; ils sont la manifestation des rivalités entre groupes d'officiers. Ces rivalités ne peuvent s'expliquer que par l'accumulation de diverses oppositions transformées en griefs : griefs à l'encontre des groupes d'officiers gouvernants qui s'accordent privilèges et honneurs et usent de la corruption avec la même ardeur

que leurs prédécesseurs civils ; griefs idéologiques entre nationalistes permissifs et libéraux répressifs, aussi bien qu'entre constitutionnalistes et militaristes ; luttes de génération et de promotion pour l'occupation des postes de responsabilité, qui se doublent ici d'une opposition entre les officiers formés avant la révolution et ceux qui sont formés après ; clivages organisationnels entre armes et spécialités.

On privilégiera cependant les griefs corporatistes, ou partiellement corporatistes, en ce sens que les officiers insurgés n'agissent pas pour des tiers mais bien pour eux-mêmes. De nombreux coups d'État sont préventifs et ont pour buts principaux d'affirmer des officiers dans leur position sociale, d'assurer leur statut. Nombreux sont ceux qui s'étant rendus coupables de tortures, d'exactions d'indélicatesses, craignent un nouveau 1952. C'est pourquoi d'ailleurs les coups d'État n'entraînent pas de réelles batailles armées, mais seulement des mises en scènes, des étalages de forces. L'Institution est ainsi préservée [4].

Deuxième groupe qui occupe les devants de la scène politique : les mineurs. L'économie bolivienne de ces trente dernières années - comme c'était le cas depuis le début du siècle - repose en grande partie sur l'extraction et l'exportation de minerais ; principalement d'étain. En 1980, les exportations de minerais représentent encore 61,9 % des exportations du pays, les impôts perçus sur l'activité minière équivalent à 24,4 % du total des taxes, et les 84 000 mineurs égalent 4,9 % de la population active du pays. Les révolutionnaires nationalisent les propriétés minières des trois "barons" de l'étain le 31 octobre 1952, pour former une seule entreprise d'État, la Compagnie minière bolivienne (Comibol), gigantesque à l'échelle du pays, qui emploie jusqu'à 36 500 personnes en 1955 (22 793 en 1982).

Un ensemble de traits communs aux mineurs explique leur particulière combativité. Leurs conditions de travail sont particulièrement pénibles et dangereuses ; ils vivent dans des campements isolés et vétustes qui sont la propriété de l'entreprise (la Comibol ou entreprise privée) ; ils sont relativement jeunes ; ils se distinguent nettement de leurs supérieurs techniciens ou ingénieurs tant par leurs conditions de travail que par leur niveau de vie et se heurtent souvent à eux ; à la Comibol, la gestion du travail dans les mines aussi bien que celles des campements laisse particulièrement à désirer (turn over des cadres, chaînes de responsabilité incohérentes, défauts d'approvisionnement en outillage, manques dans les économats, etc.).

A cette liste impressionnante, il faut ajouter que les mineurs sont organisés en syndicats regroupés dans une fédération syndicale unique depuis 1944 : la Fédération syndicale des travailleurs des mines (FSTMB). Une fédération qui compte environ 50 000 travailleurs au milieu des années 70 ; les syndicats les plus puissants se rencontrent dans les grandes mines de la Comibol, principalement à Siglo XX - Catavi (ancienne mine de Patino), le Petrograd bolivien. Dans les années 50, ces syndicats sont flanqués de milices qui disposent d'un armement récupéré dans le feu de l'action révolutionnaire et sont expertes dans l'utilisation de la dynamite. De plus, la FSTMB constitue le fer de lance de l'ensemble du syndicalisme bolivien qu'elle contribue à regrouper dans la COB. Au total les mineurs sont donc capables de réunir des forces considérables. Leur pugnacité ne s'explique pas seulement par leurs conditions de travail et leur organisation, mais encore par une culture commune transmise au sein des campements, fortifiée et vivifiée par l'impressionnant martyrologe de la mine : l'histoire récente des massacres perpétrés avant la révolution puis par certains gouvernements militaires prolonge en effet celle des saignées de la mita coloniale [5]. Avec ses héros et ses martyrs, la mine constitue donc une sorte de territoire propre, eldorado et enfer à la fois. On comprendra dès lors que les syndicats de mineurs, et les syndicats en général, aient posé des problèmes à tous les gouvernants. Juste après la révolution, le syndicalisme est si puissant que le MNR est obligé d'inventer la formule du co-gouvernement. Quatre ministres sont en même temps les secrétaires exécutifs de quatre fédérations syndicales puissantes : celle des mines, celle de l'industrie, celle des transports et celle de la confédération paysanne. Dans le même temps, à la Comibol, les syndicats ont un droit de veto sur les grandes décisions.

A partir de 1956, la mise en place d'une politique économique plus libérale pour lutter contre l'inflation amène la réduction des avantages consentis aux mineurs et ils commencent à manifester leur opposition au gouvernement du MNR. Mais c'est à partir de 1964, quand le général Barrientos loue certaines mines de la Comibol à des entreprises étrangères et diminue les salaires des mineurs, que les affrontements avec l'armée deviennent prolongés et sanglants, dans des campements qui ressemblent à de véritables camps de travail surveillés par la police et l'armée. L'étau se desserre brièvement en 1969 et 1970 quand les généraux Ovando puis Torres reviennent à une politique étatiste qui nécessite la neutralité, sinon l'appui, des syndicats. A cette occasion, les mineurs entraînent la rénovation syndicale et réclament à nouveau la cogestion des mines. Puis la répression reprend avec le général Banzer jusqu'en 1978. Les essais

de gouvernements civils constitutionnels de 1978 à 1980 amènent une autre accalmie rompue brutalement par le général Garcia Meza en 1980. Bref ! Entre militaires et mineurs, il y a une sorte de chassé-croisé : quand les uns sont au faite de leur puissance, les autres sont au plus bas, et inversement.

Un autre groupe mobilisé interfère dans le mano a mano des militaires et des mineurs : la population de la ville de Santa Cruz de la Sierra, regroupée derrière son Comité civique. Depuis les années 50, Santa Cruz est la tête de pont d'un front pionnier de colonisation des terres vierges de l'orient bolivien. C'est une ville prospère, en pleine expansion (43 000 habitants en 1950 ; 225.000 en 1976 ; 337 707 en 1980) qui bénéficie des productions agro-industrielles de son hinterland et de l'extraction d'hydrocarbures. Le Comité civique de la ville, constitué d'un ensemble d'institutions locales très diverses (des chambres patronales aux associations sportives) se réveille en 1957. Pour exiger l'attribution au département des royalties du pétrole extrait de son sol : 11 % sur le montant de la production. Cette bataille régionale est aussi une bataille politique : le Comité civique est mené par la Phalange socialiste bolivienne dont l'idéologie est voisine de celle de sa cousine espagnole, qui regroupe les représentants de l'oligarchie locale lésés par la révolution. Finalement, après une grève civique qui paralyse la capitale départementale, Santa Cruz obtient gain de cause en décembre 1957. Et la Phalange s'empare de tous les postes de responsabilité locaux jusqu'en juillet 1959, quand le gouvernement se décide à employer l'armée pour la chasser. Pendant les années 60, l'économie locale prospère et une nouvelle oligarchie, liée aux restes de l'ancienne, s'installe et se fortifie qui truste les meilleures terres, installe l'agro-industrie et constitue le corps d'actionnaires des banques locales. C'est elle qui, en 1971, finance le coup d'État du général Banzer, le Comité civique servant de caisse de résonance et d'appareil mobilisateur de la population locale. A partir de ce coup d'État, le pays sait que Santa Cruz, par sa puissance de mobilisation, peut faire et défaire des gouvernements et, dès lors, la ville dispute clairement à La Paz son siège de capitale du pays.

A la lecture des deux exemples précédents de mobilisation crucénienne, on pourrait croire que la revendication régionaliste qui vise en fait à l'hégémonie sur le territoire national se confond avec la volonté de puissance de l'oligarchie locale et de ses représentants : Santa Cruz s'opposant à la fois au centralisme de La Paz et à la gauche mobilisée, c'est-à-dire, principalement, aux mineurs et à la COB. En fait, il y a une irréductible composante régionale. Ce qui le prouve, c'est qu'en 1981, tout le département, qui est paralysé par une grève

d'opposition au général Garcia Meza et réclame le retour au régime constitutionnel, se retrouve - sans concertation il est vrai - aux côtés des mineurs qui poursuivent le même objectif. Le même cas de figure se répète sous la présidence du général Torrelío toujours avec le même objectif. Les deux types de mobilisation, ouvrière et civique, se renforcent l'une l'autre et obligent finalement les militaires - très profondément divisés - à abandonner le pouvoir aux civils.

Derniers agents liés au jeu politique : les noyaux dominant l'économie, la classe politique civile et enfin les agences nord-américaines aussi bien publiques que privées qui interfèrent constamment dans la vie politique du pays. Si la classe politique civile n'est qu'un agent parmi d'autres de l'instabilité, c'est que, évidemment elle n'occupe pas les devants de la scène politique pendant toute la phase des gouvernements martiaux. Des années 50 au début des années 80, tous les partis politiques, le MNR au premier chef, volent en éclat au point de s'atomiser : la cour électorale en reconnaît 72 aux élections de 1980 pour un total d'à peine 1500 000 électeurs inscrits. Ces partis ont des effectifs très réduits et, pour la plupart, ils fonctionnent sur le mode clientéliste. Pour survivre, ils sont donc obligés d'accrocher leurs wagons à une des machines militaires. De ce fait, les changements d'alliance sont fréquents et l'idéologie affichée est quelquefois en désaccord complet avec les conduites.

La haute administration et les dirigeants des entreprises et des autres organismes d'État sont évidemment étroitement liés à la classe politique civile ou militaire, certaines de ces directions constituant des prébendes très recherchées. Il est en effet souvent plus intéressant d'être le directeur d'un de ces organismes publics que d'être le patron d'un ministère sans moyens.

Après la révolution, le secteur privé de l'économie est obligé de composer avec les gouvernants dans le cadre d'un modèle général de développement qui donne la part belle aux entreprises d'État. Mais, dès le second gouvernement du MNR, et plus encore à partir du troisième, de larges facilités sont offertes au secteur privé. Et, progressivement, une néo-oligarchie se recompose à l'ombre de l'ancienne.

Elle comprend plusieurs secteurs. Tout d'abord un secteur minier. A partir des années 60, les plus importants des exploitants miniers du secteur privé, regroupés dans l'association des "miniers moyens", augmentent nettement leur production de minerais (10 à 19 % entre 1949 et 1959 ; 30 % et plus entre 1960 et 1970). Cet essor est dû

aux politiques favorables à leurs intérêts mises en place dès le second gouvernement de Paz Estenssoro, mais surtout à partir de 1964. Ces "miniers moyens" anciens d'avant 1952, ou nouveaux, représentent pour beaucoup des intérêts étrangers : le groupe nord-américain Grace possède trois des principales mines. Second secteur : les agro-industriels de l'orient bolivien. Aidée par le gouvernement révolutionnaire et alimentée par d'abondants crédits étrangers, l'agriculture crucénienne et l'élevage du Beni donnent naissance à une nouvelle couche d'entrepreneurs. Elle est dominée par un petit groupe de familiers qui possèdent en même temps des commerces d'import-export et les banques locales. Les banquiers constituent précisément le dernier groupe de cette néo-oligarchie. En 1978, dans ce pays comptant à peine 5 millions d'habitants, il y a 27 banques privées (dont 7 étrangères) et 4 publiques. Ce développement considérable de l'activité bancaire est dû au fait que le mouvement des capitaux est peu réglementé depuis 1964, et que la longévité des gouvernements libéraux et répressifs à la fois (Barnentos, Banzer) a favorisé les affaires lucratives. Ajoutons que chacun des grands groupes commerciaux d'import-export travaille avec une banque donnée, ou, si l'on préfère, que chacune des banques a des attaches privilégiées avec certaines maisons commerciales. Comme les banques boliviennes adoptent une logique commerciale, le pas est vite franchi entre les deux activités qui présentent la particularité d'un jeu financier à la charnière des marchés nationaux et internationaux.

En réalité, les miniers moyens, agro-industriels, commerçants d'import-export et banquiers font partie d'un même monde : les affaires les plus importantes ont un pied dans chacun de ces secteurs. Autrement dit, il s'est reconstitué une économie d'enclave à prédominance d'exportation primaire (mine et produits de la culture) contrôlée non plus par les barons de la mine, comme avant 1952, mais plutôt par le monde composite des intermédiaires commerciaux et financiers. Les industriels sont quasiment absents de cet univers dont les plus puissants acteurs sont en réalité plus des maîtres des circuits de la circulation de l'argent et des marchandises que des producteurs.

La démarche analytique adoptée jusqu'ici qui sépare aux fins de la présentation la classe politique civile et les maîtres de l'économie du secteur privé cache un aspect essentiel. Ces noyaux dominants, auxquels il faut adjoindre les officiers, ne sont pas étanches ; ils sont au contraire, dans bien des cas, reliés entre eux. La néo-oligarchie ne peut se reconstituer à l'ombre de l'appareil d'État que grâce à la classe politique civile et militaire. Et, finalement, ce à qui assiste c'est à la constitution de véritables collectifs de pouvoir et d'enrichissement qui

se disputent le pactole public d'origine interne et externe et se répartissent des tâches pour y parvenir : c'est aux politiciens qu'il revient de prendre les mesures adéquates, de favoriser les autorisations, les passe-droits, les fraudes, etc. ; aux militaires échoient les interventions musclées, les intimidations et les basses besognes répressives ; les patrons attirent l'argent, servent d'alibi aux dépenses et accessoirement font fructifier les capitaux. Cependant, au fil du temps, le poids de chacune de ces composantes change. La prépondérance étatique des premières années post-révolutionnaires - et donc le poids et l'emprise des politiciens des hauts fonctionnaires et des "bourgeois d'État"(6) - cède la place à des politiques économiques de plus en plus libérales qui signifient l'emprise croissante d'une néo-oligarchie.

Quoi l'on Comment pondérer maintenant le poids du grand voisin nord-américain ? La tâche est délicate du fait des interventions croisées et pas forcément concordantes des agences administratives, du Pentagone, de la CIA et des groupes privés ; du fait aussi des changements de cap de la politique étrangère des Etats-Unis. Pour simplifier, on admettra ici que la politique nord-américaine est guidée par deux grands principes liés entre eux : empêcher ou combattre l'avancée communiste ; défendre et promouvoir les intérêts économiques nord-américains et, par extension, défendre et promouvoir l'économie de marché. En Bolivie, l'intervention nord-américaine a été considérable et a pesé continuellement sur la vie du pays. Si on s'en tient aux interventions strictement politiques, il est difficile de juger si elles ont ou non suscité l'instabilité : en effet, d'une part le MNR n'aurait pas tenu aussi longtemps sans le soutien d'Eisenhower puis de Kennedy, mais, d'autre part, entre 1964 et 1976, des gouvernements militaires en place ont reçu l'aval yankee, et l'aide militaire a suscité leur émergence et leur maintien.

Beaucoup plus clairs sont les effets pervers de l'aide nord-américaine. Cette aide - massive : 20 à 30 % des recettes du gouvernement central de 1957 à 1961 - subordonnée à l'application de politiques favorables aux intérêts privés nationaux et étrangers, a clairement favorisé la renaissance d'une oligarchie étroitement connectée à des entreprises étrangères, qui a maintenu une économie d'exportation de matières premières ou semi-élaborées. Sur un autre plan, elle a amené une sorte de colonisation administrative et considérablement gêné toutes les tentatives de rationalisation de l'Administration. Enfin, elle a servi à entretenir la corruption, la distribution de prébendes et créé une mentalité d'assisté. En somme, c'est moins par ce qu'il a

croqué de la Bolivie que "l'ogre impérialiste" a déstabilisé le pays que par les dons et les prêts qu'il lui a accordés.

On s'étonnera sans doute de ne pas voir figurer la paysannerie dans cette liste des groupes sociaux mobilisés susceptibles de faire vaciller les pouvoirs en place. Divers auteurs, Barrington Moore, Theda Skocpol, Eric Wolf [6] notamment, ont pourtant bien marqué l'importance des paysans dans les processus révolutionnaires, et surtout insisté sur leur participation à l'élimination des aristocraties foncières. La Bolivie n'échappe pas à la règle. En 1952 et en 1953, les campagnes sont en effervescence, les haciendas envahies et les bourgs occupés par des paysans en armes. Mais la réforme agraire d'août 1953 qui fragmente les grandes propriétés au profit des colons qui les exploitent, faisant d'eux des paysans parcellaires, et l'encadrement des syndicats paysans par le MNR fait vite baisser la tension. Par la suite, jusqu'au début des années 60, les luttes violentes entre caciques paysans pour le contrôle de l'appareil syndical gênent sans nul doute les gouvernements en place, mais ne les mettent pas véritablement en péril. On peut, en revanche, soutenir la thèse inverse selon laquelle le MNR se maintient aux commandes du pays grâce aux suffrages des paysans en 1960 et en 1964. Pendant la phase militaire, de 1964 à 1978, les milices paysannes sont désarmées, les syndicats inféodés ou asphyxiés et les soulèvements paysans violemment réprimés. La renaissance du syndicalisme à partir de 1978, son adoption des thèses indianistes et sa réintégration au sein de la COB suscitent bien quelques troubles ici et là, mais l'agitation est toujours localisée et éphémère. C'est seulement parce que l'effervescence paysanne s'ajoute à d'autres, notamment à celle de l'ensemble de la COB, dans une situation de gouvernements transitoires, qu'elle pose problème. Au total, c'est en raison du fait que la paysannerie a le plus souvent conforté les gouvernements en place par ses votes ou émis des voies modérées - quand il lui était permis de voter -, et que ses protestations ont été localisées, brèves ou facilement réprimées qu'on ne la comprendra pas dans les agents de déstabilisation.

Comment passe-t-on de la situation troublée et confuse des années 1960-1970 à la succession réglée des gouvernants qui marque les années 80 ? D'abord, par l'affaiblissement successif des deux adversaires armés qui ont alimenté la chronique socio-politique pendant les deux décennies précédentes, et même depuis une soixantaine d'années : les militaires et les mineurs.

En 1982, les officiers s'effacent pour laisser la place à Siles Zuazo, le candidat président qui a recueilli les suffrages les plus nombreux aux

élections de 1980 et qui aurait dû, selon toute vraisemblance, succéder à Lidia Gueiler, si le général Garcia Meza n'avait pas usurpé le pouvoir. Pourquoi abandonnent-ils la scène politique ? D'une part pour des raisons internes à l'armée. Après 18 années de gouvernement, à peine interrompues par quelques intermèdes civils, le camp des constitutionnalistes, partisans du retour dans les casernes, l'emporte sur celui des factieux. Trois raisons au moins expliquent ce revirement : en premier lieu, les dangers d'éclatement de l'institution causés par les affrontements internes entre cliques divisées sur les orientations politiques, mais aussi par les problèmes de redistribution du "gâteau" gouvernemental dans une atmosphère générale de corruption. En second lieu, l'épuisement de la réserve d'officiers susceptibles d'obtenir un accord suffisamment large - ou tout au moins le silence momentané de leurs opposants les plus virulents. Les premiers présidents militaires sont tous brillants et reconnus comme tels, alors que les derniers, et notamment Garcia Meza, sont considérés comme des médiocres. Enfin, le corps des officiers ne peut que constater le désastre économique qu'il a contribué à engendrer.

A ces raisons internes à l'armée, il faut ajouter l'opposition quasi unanime qu'elle suscite dans toutes les couches de la population : non seulement les syndicats et les organisations humanitaires luttent pour le retour à la démocratie, mais encore les chambres patronales et les comités civiques. Enfin, depuis la présidence de Carter, les Etats-Unis appuient le retour aux formes constitutionnelles en Amérique latine. Et l'Administration de Reagan qui lui succède tient à écarter du pouvoir les membres d'une équipe militaire notoirement compromise avec les trafiquants de drogue.

Exit les militaires. Siles Zuazo constitue un gouvernement de centre gauche avec la coalition de partis qui l'ont soutenu lors de son combat présidentiel. Très vite, des dissensions apparaissent, et l'aile dynamique de cette coalition, le MIR, quitte le gouvernement. En minorité au Parlement, l'équipe restante a bien du mal à élaborer des solutions pour faire face à la crise économique dont souffre le pays, qui se manifeste par une spectaculaire hyper-inflation. Dans la tourmente, le gouvernement doit bientôt affronter des syndicats à nouveau mobilisés, très remuants, et portés à imposer leurs solutions politiques. Sa faiblesse est telle qu'en septembre 1983 la Fédération syndicale des mineurs s'empare de la Corporation minière bolivienne (Comibol) pour la "cogérer majoritairement" ; un mouvement qui est bientôt suivi par d'autres syndicats qui veulent, à leur tour, "cogérer majoritairement" des agences publiques.

Alors qu'ils paraissent au sommet de leur puissance pendant les années 1952 à 1956, les syndicats se discréditent et se décomposent à leur tour. D'une part, le jeu politique, maintenant ouvert, met clairement en évidence et accuse les oppositions entre dirigeants syndicaux, au point qu'ils tendent de plus en plus à se confondre avec le personnel politique, et donc à endosser leur image négative. D'autre part, la cogestion de la Comibol crée des conflits entre les syndicalistes gestionnaires, nouveaux patrons, et les autres. Elle les éloigne aussi de leurs bases dont les conditions de vie se détériorent sans cesse dans cette conjoncture où l'entreprise lourdement endettée travaille à perte. De plus, Juan Lechin, le leader vieillissant de la Fédération des mineurs (il occupe la fonction de secrétaire exécutif depuis 1944), multiplie les erreurs et perd à la fois de son prestige et de son autorité sur ses troupes. Au total, en l'espace de trois années de gouvernement constitutionnel, le fer de lance du syndicalisme bolivien, la FSTMB, s'est décomposée de l'intérieur ; l'édifice syndical de la COB est chancelant, et l'image du syndicalisme dans l'opinion s'est durablement ternie. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1985 la droite remporte les élections présidentielles. Banzer obtient 29 % des suffrages et Paz Estenssoro, à la tête d'une coalition de centre droit, 26 %. Le MIR, emmené par Paz Zamora, premier parti d'une gauche éclatée, n'en recueille que 9 %. Paz Estenssoro est élu à la présidence de la République par le Congrès pour la quatrième fois.

Les choix politiques du nouveau président rompent brutalement avec ceux du gouvernement précédent. Tandis qu'il s'entoure d'une équipe ministérielle en majorité composée de représentants directs des intérêts privés dominants du pays, au Congrès il s'allie avec Banzer. L'effacement des mineurs et des militaires et le discrédit de la classe politique laissent donc le champ libre à la néo-oligarchie ; une néo-oligarchie qui triomphe - ce n'est pas le moindre des paradoxes - grâce au suffrage universel ; un biais indirect, il est vrai, car les professions de foi du candidat Paz Estenssoro ne laissaient pas présager un choix aussi tranché.

Le gouvernement adopte d'emblée une nouvelle politique économique (NPE) qui se veut à la fois anti-inflationniste et en rupture avec le modèle d'accumulation fondé sur le capitalisme d'État mis en vigueur en 1952, et poursuivi au fil des années malgré de nombreux aménagements. Elle consiste notamment en une libéralisation totale des marchés de l'argent, du crédit, du commerce extérieur et du travail, alors que, dans le même temps, les salaires sont bloqués, le peso dévalué et mis en flottement, et le prix des dérivés du pétrole

augmente. Enfin, les entreprises publiques sont soit fermées soit décentralisées et on licencie 10 % des employés du secteur public.

En ce qui concerne le budget public, l'inflation et le marché des changes, cette politique est un succès. Mais la récession est accentuée (entre 1981 et 1986 la production minière diminue de 60 % et l'industrie manufacturière de 40 %). Et l'important pour notre démonstration est que cette politique aboutit au démantèlement de la Comibol. L'ex-corporation est scindée en sept établissements régionaux, et ce qu'il en reste est loué ou vendu à des coopératives ouvrières. De cette façon, les effectifs des travailleurs de la mine sont à la fois réduits (des quatre cinquièmes en 1988) et dispersés. L'opposition syndicale, dont les mineurs constituaient le fer de lance, est donc considérablement affaiblie et acculée à la défensive. De plus, comme cela a déjà été noté, la NPE aboutit à diminuer l'offre et l'attrait des postes publics. Au total, aussi bien dans l'Administration que dans les entreprises publiques, l'État ne fait plus figure de grande mamelle nourricière, et "l'industrie des places" connaît un frein considérable. Du fait du déclin syndical et de la moindre attirance du secteur public, les pressions déstabilisatrices s'en trouvent nettement allégées.

Dans le même temps, le filon de la "blanche" remplace le filon de l'étain. Le boom de la cocaïne, qui s'accompagne d'un développement considérable de la contrebande, suscite des rêves de réussite privée pour des Boliviens de toutes origines sociales. Le cas de figure, sinon courant du moins banal, d'ex-mineurs reconvertis en producteurs de coca, illustre on ne peut mieux ce revirement de situation. En m'inspirant d'Hirschman [7], je dirai donc que la baisse de l'offre d'issues publiques est accompagnée d'une offre croissante réelle ou supposée, d'issues privées. Ce qui diminue encore les pressions sur le secteur public. C'est dans ce contexte que la néo-oligarchie parvient à s'imposer durablement à la tête du pays et que, momentanément au moins, il n'y a plus contradiction entre gouvernement oligarchique et démocratie.

Cette situation peut-elle durer ? Les conditions somme toute exceptionnelles qui ont favorisé la réussite de la néo-oligarchie, et paradoxalement du même coup le retour à la voie constitutionnelle, vont-elles persister longtemps ? Comment augurer du futur démocratique du pays ? La seconde transition présidentielle de la nouvelle étape constitutionnelle s'est effectuée en 1989. Trois candidats ont obtenu des scores voisins aux élections : le représentant du MNR, Sanchez de Losada, 23 % ; le chef de file de l'ADN, Banzer,

22,6 % ; et enfin Paz Zamora, leader d'un MIR de plus en plus modéré, 19,6 %. Le premier parti de gauche, la Izquierda Unida, ne recueille que 9,7 % des suffrages, et il est précédé par une nouvelle formation populiste, Conciencia de patria, qui en obtient 11%. Finalement, à la suite d'une brouille entre le MNR et l'ADN associés dans le gouvernement précédent, c'est Paz Zamora qui est élu président de la République par le Congrès avec le soutien de l'ADN de Banzer. Un soutien qui montre combien le MIR a évolué vers la droite, et qui marque aussi la permanence des représentants de la néo-oligarchie au gouvernement : l'ADN obtient en effet de nombreux ministères dont celui des Finances.

Il faut aussi insister sur le fait que la droite n'a guère souffert du traitement de choc économique qu'elle a infligé au pays. Et le MIR a gagné des voix bien qu'il ait annoncé par avance son soutien à la NPE. Tandis que la gauche fait un score très médiocre. On peut se demander si l'électorat d'opposition dans son ensemble ainsi que les syndicats, peuvent mettre en péril le gouvernement en suscitant des vagues de mobilisations populaires. C'est semble-t-il ce qui a été tenté en 1989 quand les mineurs, les ouvriers, les enseignants - sous la forme spectaculaire d'une grève de la faim de plusieurs milliers de personnes -, et finalement la COB toute entière, ont revendiqué pendant plusieurs mois de meilleurs salaires. Mais en ayant recours à l'état de siège, en faisant arrêter plusieurs centaines de grévistes, en exilant même certains d'entre eux, le gouvernement a finalement brisé le mouvement. Les grèves et manifestations qui ont eu lieu depuis, moins spectaculaires, n'ont pas plus entamé une alliance gouvernementale qui au départ apparaissait pourtant fragile, le MIR et ADN s'étant ardemment combattus par le passé. Il semble qu'au contraire le combat contre leurs opposants de gauche les ait encore rapprochés.

Mais le respect des procédures institutionnelles de transitions gouvernementales, pour étonnant qu'il apparaisse après de longues périodes politiques troublées, ne signifie pas que la Bolivie est devenue un pays démocratique ; tout au plus indique-t-il qu'elle en prend le chemin. La forme constitutionnelle et le respect des procédures électorales ne saurait en effet cacher le fond social, pour reprendre la distinction chère à Tocqueville, même si son raisonnement ne peut s'appliquer ici puisqu'il s'interroge sur les configurations des gouvernements démocratiques et les dangers qui les menacent dans des pays où les conditions de vie s'égalisent. Même sur le plan formel, l'usage répété de l'état de siège et la difficile administration des régions productrices de coca sont pour le moins le signe d'une

démocratie embarrassée. Pour ce qui est du fond social, les facilités de l'enrichissement illicite et la corruption généralisée accroissent encore l'écart entre les revenus des plus riches et des plus pauvres. Et ce terreau social et économique, profondément inégalitaire, empêche la mise en oeuvre des principes juridiques égalitaires et des libertés civiles inscrites dans la Constitution. De plus, le fait que ces inégalités soient principalement fondées sur des pratiques économiques, sociales, voire politiques, troubles et condamnables au regard de la loi, si celle-ci était appliquée, n'incite guère à l'essor et à la propagation des vertus démocratiques qui, selon Montesquieu et Tocqueville, sont au fondement de la démocratie et garantissent son bon fonctionnement.

Professeur de sociologie à l'Université Lille III.

[1] Une première version de cet article a été présentée aux Journées annuelles de la Société française de sociologie (Paris, automne 1989, table ronde "Crises politiques et action collective").

[2] Kling Merle, Toward a theory of power and political instability in Latin America, *Western political quarterly*, n° 7 mars 1956.

[3] Tocqueville Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, T. II, Paris, Garnier Flammarion, p. 307.

[4] Cf. Lavaud Jean-Pierre, *L'art du coup d'État, les militaires dans la société bolivienne (1952-1982)*, *Revue française de sociologie*, 1989.

[5] Tour de travail dans les mines auquel était astreint la population masculine de certains villages.

[6] Moore Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1979 ; Skocpol Theda, *États et révolutions sociales*, Paris, Fayard, 1985 ; Wolf Eric, *Les guerres paysannes du vingtième siècle*, Paris, François Maspero, 1974.

[7] Hirschman Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.